Le retrait des forces britanniques

Dr Alexander Ressos, TEP
Attorney-at-Law (Switzerland and Germany),
Solicitor (England & Wales and Hong Kong)
Of Counsel, KGP Legal LLC
alexander.ressos@kgplegal.com.sg
www.ressos.com.sg

Les annonces de 1967 et 1968

Le 18 juillet 1967, le gouvernement britannique annonça qu'il retirerait ses forces de Singapour et de Malaisie d'ici au milieu des années 1970, car l'économie britannique ne pouvait plus supporter le coût de l'entretien de ses bases en Extrême-Orient. Six mois plus tard, Londres accéléra le calendrier. Le 17 janvier 1968, selon la date retenue à Singapour, la Grande-Bretagne annonça que ses forces armées partiraient d'ici à 1971.[1] Cette décision mit fin au rôle militaire britannique à l'est de Suez. Pour Singapour, elle supprimait à la fois sa principale défense et l'un de ses plus gros employeurs.

Lee Kuan Yew aurait été abasourdi par la nouvelle. Winsemius, en revanche, voyait dans le retrait une occasion et le qualifia plus tard de « simple ride à la surface de l'eau ».[2] Son appréciation se révéla plus proche du résultat que les craintes de 1968. À l'époque, toutefois, nul ne pouvait être certain que l'économie absorberait cette perte.

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

Mesurer le choc

Les estimations contemporaines et ultérieures du poids des bases divergent, ce qui justifie d'exposer cet écart. Le récit officiel du gouvernement de Singapour indique que l'armée représentait environ 20 % de l'économie et plus de 30 000 emplois. Il ajoute que les forces britanniques dépensèrent environ 450 millions de S$ pour la seule année 1966 et que les bases occupaient environ 15 000 acres, soit 11 % du territoire de Singapour. Stoelinga relève une fourchette de chiffres pour la part de l'économie : 14 % selon une estimation rétrospective de Goh Keng Swee en 1976, environ 20 % selon un responsable de l'EDB en 1967 et 25 % selon Winsemius lui-même.[3] Les écarts tiennent en partie à la prise en compte ou non des effets indirects, tels que les dépenses des militaires et de leurs familles dans l'économie locale.

Goh Keng Swee, redevenu ministre des Finances, traduisit le choc en objectif. Il estima que le retrait exigerait la création de 18 000 emplois supplémentaires par an. Deux ans plus tard, il put annoncer que les dépenses militaires britanniques étaient tombées de 489,9 millions de S$ en 1967 à 415,4 millions de S$ en 1969, tandis que l'expansion du commerce et de l'industrie avait « plus que » compensé cette baisse.[4]

La reconversion : Sembawang, les terrains et le Bases Economic Conversion Department

Le gouvernement créa un Bases Economic Conversion Department pour gérer la reprise des installations britanniques. Dirigé par Hon Sui Sen, il reconvertit, avec le soutien britannique, les travailleurs licenciés vers les chantiers navals et l'industrie manufacturière. La Grande-Bretagne offrit en outre une aide financière de 50 millions de livres sterling, pour un quart sous forme de don et pour trois quarts sous forme de prêt à dépenser en biens et services britanniques.[5]

L'arsenal naval de Sembawang fut remis à Singapour le 17 décembre 1968 et converti en chantier naval commercial. Le constructeur naval britannique Swan Hunter le géra dans le cadre d'un contrat de cinq ans, tandis que l'État détenait la majorité de la nouvelle société. La base aérienne de Changi devint plus tard le site de l'aéroport international, et l'île de Blakang Mati fut aménagée pour devenir la station balnéaire

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

de Sentosa. Le gouvernement fonda également Keppel Shipyard en septembre 1968 et la compagnie maritime nationale Neptune Orient Lines en décembre 1968.[6] Le chapitre III de la partie G examine comment les chantiers navals et le port ont jeté les bases de la position de Singapour dans le soutage.

De la crise au catalyseur

L'historien Loh Kah Seng a observé que le vocabulaire officiel de l'événement, avec des termes tels que « withdrawal », « pull-out » et « run-down », évoquait une contraction, alors que l'événement suscita en réalité développement, reconversion et mobilisation. Les statistiques confirment cette lecture. Quelque 16 500 nouveaux emplois furent créés en 1968, 26 000 en 1969 et 20 000 en 1970, tandis que l'emploi manufacturier passa de 47 344 en 1965 à 120 509 en 1970. Le taux de chômage recula de 7,3 % en 1968 à 4,9 % en 1971.[7]

Le retrait renforça aussi l'argument politique en faveur de la discipline. Le gouvernement pouvait présenter chaque mesure relative au travail, au foncier et à l'investissement comme la réponse à une urgence extérieure. Ce cadrage, qu'examine la section suivante, facilita l'adoption de lois qui, en des temps plus calmes, auraient suscité une vive résistance.

Notes

1. SG101, « British Military Withdrawal: From Crisis to Catalyst for Growth » (consulté en novembre 2026) : un livre blanc britannique de 1967 annonça le retrait ; les bases coûtaient environ « £70 million a year » ; F. Stoelinga, *Albert Winsemius*, op. cit., p. 333 : annonce du 18 juillet 1967 ; Wikipedia, « 1968 in Singapore » (consulté en novembre 2026) : le 17 janvier 1968, « Britain announced plans to withdraw its armed forces from Singapore by 1971 ». ↩
2. F. Stoelinga, *Albert Winsemius*, op. cit., p. 336, citant Loh Kah Seng, « The British Military Withdrawal from Singapore and the Anatomy of a Catalyst », dans Derek Heng et Syed Muhd Khairudin Aljunied (éd.), *Singapore in Global*

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

History, Amsterdam, 2011, p. 195–215, à la p. 199, ainsi que l'entretien d'histoire orale avec Winsemius (bobine 11). ↩

3. SG101, « British Military Withdrawal: From Crisis to Catalyst for Growth », op. cit. : environ 20 % de l'économie et plus de 30 000 emplois ; 450 millions de S$ en 1966 ; environ 15 000 acres, soit 11 % du territoire ; F. Stoelinga, *Albert Winsemius*, op. cit., p. 10 et 335, citant Rodan, *The Political Economy of Singapore's Industrialization*, p. 87, le discours budgétaire pour 1970 et Chua Soo Tian, « How MNCs helped Start-Up SMEs », dans *Heart Work*, op. cit., p. 54–59, à la p. 55. ↩

4. Mothership, « Goh Keng Swee's 1967 Budget prepared S'pore for British military withdrawal », février 2018 : estimation par Goh de 18 000 emplois supplémentaires par an ; dépenses militaires britanniques de 489,9 millions de S$ en 1967 et de 415,4 millions de S$ en 1969 ; citation tirée de la déclaration budgétaire de Goh pour 1970. ↩

5. SG101, « British Military Withdrawal: From Crisis to Catalyst for Growth », op. cit. : le BECD géra la reprise des bases, fut dirigé par Hon Sui Sen et reconvertit les travailleurs licenciés vers les chantiers navals et l'industrie manufacturière ; F. Stoelinga, *Albert Winsemius*, op. cit., p. 337–338, citant le dossier du Foreign and Commonwealth Office FCO 24/114, « Negotiations on Aid with Malaysia and Singapore », 8 mars 1968. ↩

6. Wikipedia, « 1968 in Singapore » (consulté en novembre 2026) : « 17 December: Sembawang Shipyard was handed back to Singapore » ; SG101, « British Military Withdrawal », op. cit. : l'arsenal naval devint un chantier naval commercial ; F. Stoelinga, *Albert Winsemius*, op. cit., p. 338 : Sembawang Shipyard Pte Ltd, avec une participation publique de 75 % et une gestion assurée par Swan Hunter dans le cadre d'un contrat de cinq ans ; SG101, « British Military Withdrawal », op. cit. ; Wikipedia, « 1968 in Singapore » (consulté en novembre 2026) : Keppel Shipyard (1er septembre 1968) ; Neptune Orient Lines constituée le 30 décembre 1968. ↩

7. F. Stoelinga, *Albert Winsemius*, op. cit., p. 338, citant Loh Kah Seng, « The British Military Withdrawal from Singapore and the Anatomy of a Catalyst »,

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

op. cit. ; SG101, « British Military Withdrawal », op. cit., citant Loh Kah Seng (2011) ; F. Stoelinga, *Albert Winsemius*, op. cit., p. 368, citant le *Singapore Year Book* 1964–1968 et le *Yearbook of Statistics Singapore* ; Kim Seah Teck Kim, « Singapore's National Wages Council », op. cit., p. 52, citant *Singapore Annual Key Indicators 1968–1977*, Department of Statistics, 1978. ↩

Disclaimer

This article is provided for general information only. It is based on publicly available sources as at its date of publication. These sources have not been independently verified against licences, regulatory registers or the records of the entities concerned. It is not legal, tax, financial or investment advice. Nor is it a recommendation to invest in, transact with or use the services of any entity mentioned. Law and regulation change frequently, so the content may be incomplete or outdated. To the fullest extent permitted by law, Dr Alexander Ressos and the publisher of SingaporeIQ exclude all liability for loss or damage arising from the use of or reliance on this article. Readers should obtain advice on their specific circumstances before acting or refraining from action.

Names and trademarks of the entities discussed belong to their owners and are used for identification only. Their mention implies no endorsement, affiliation or allegation of wrongdoing. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. Corrections and updates: contact@ressos.com.

© 2026 Dr Alexander Ressos. This article may be quoted with attribution to SingaporeIQ (SingaporeIQ.com). Reproduction in full and any commercial use require prior written consent. The Legal Terms at https://singaporeiq.com/legal-terms apply.

Author contact: Dr Alexander Ressos, TEP · contact@ressos.com